



UN ENGAGEMENT SOLIDAIRE DE SUEZ ENVIRONNEMENT

BILAN 2013

Sommaire

1

Développer l'accès aux services essentiels dans les pays en développement

- 16 LES PUIITS DU DÉSSERT
- 17 ROTARY MADAGASCAR
- 18 GRET
- 21 WATERWALLA
- 22 AMOR RECYCLING
- 24 EAU & VIE
- 26 CROIX-ROUGE FRANÇAISE
- 27 EAU VIVE
- 30 SECOURS CATHOLIQUE
- 32 SOLIDARITÉS INTERNATIONAL
- 33 RAINDROP
- 34 ACTION CONTRE LA FAIM
- 35 HONDURAS CROISSANCE
- 36 GOOD PLANET
- 37 AQUASSISTANCE

Renforcer les compétences

- 48 UNESCO-IHE
- 49 PARISTECH

Le Fonds : présentation

- 03 LE MESSAGE DU PRÉSIDENT
- 04 UNE COMMUNAUTÉ ENGAGÉE
- 06 LE FONDS EN MOTS ET EN CHIFFRES
- 08 LA GOUVERNANCE DU FONDS
- 10 PAROLES DE PARTENAIRES
- 12 CARTE DES RÉALISATIONS 2013

- 56 REMERCIEMENTS ET PARTENAIRES

2

Favoriser l'insertion par l'emploi et la formation

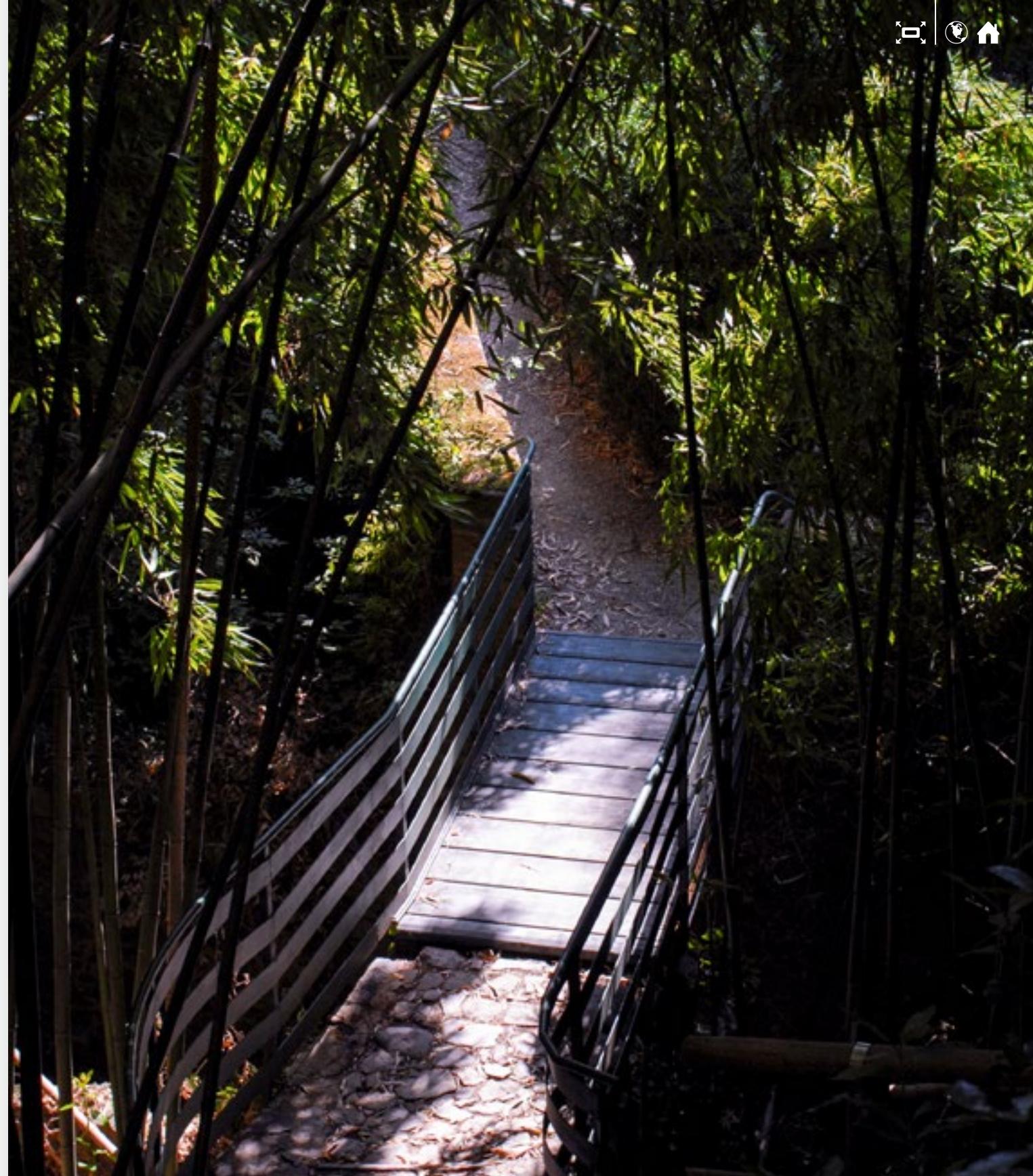
- 42 REJOUÉ
- 43 PROMOFEMMES
- 44 LA MAISON POUR REBONDIR

4

Stimuler l'innovation et partager l'expérience

- 54 CRANFIELD
- 55 PRIX INITIATIVES - INSTITUT DE FRANCE

3



Message du Président

En France et aux quatre coins du monde, des femmes et des hommes imaginent, conçoivent et mettent en œuvre, au quotidien, des solutions concrètes visant à changer de manière pérenne la vie des personnes les plus défavorisées. Travaillant sur le terrain, main dans la main avec les populations bénéficiaires et les institutions locales, dans un esprit de partage et de co-construction, ces femmes et ces hommes ont une formidable capacité d'adaptation et d'innovation. Notre Groupe, soucieux de prendre pleinement sa place d'entreprise citoyenne, a décidé, dans le respect de ses valeurs et dans la continuité de ses métiers, de les soutenir.

En 2013, le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives, doté de quatre millions d'euros, a ainsi accompagné 30 projets solidaires, en plus de la centaine d'actions portées par Aquassistance, dans quatre secteurs complémentaires : le développement de l'accès aux services essentiels, l'insertion par l'emploi et la formation, le renforcement des compétences et la stimulation de l'innovation.

Chaque fois qu'avec nos partenaires nous creusons un puits, que nous installons un réseau d'assainissement ou une unité de traitement de déchets, c'est une communauté qui se met en marche, des enfants qui vont à l'école, des femmes qui trouvent un emploi, un dispensaire qui

ouvre ses portes. Chaque fois que nous formons un professionnel aux métiers de l'eau et de l'assainissement, ce sont des milliers de personnes qui peuvent voir leurs conditions d'accès aux services essentiels améliorées durablement. Chaque fois que nous contribuons à l'insertion d'une personne, c'est l'exclusion qui recule.

Ces belles réussites sont notre fierté, et nous les devons d'abord à nos partenaires avec qui nous travaillons dans une relation basée sur le respect et la confiance, puis à l'ensemble des parties prenantes des projets et enfin aux collaborateurs de SUEZ ENVIRONNEMENT qui choisissent de partager leurs compétences. Ces résultats sont aussi des indicateurs de progression qui stimulent notre envie d'avancer et orientent notre feuille de route pour l'avenir. Le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives mobilise plus de cent cinquante collaborateurs du Groupe : évaluateurs et référents des projets, professeurs et coachs de la Chaire ParisTech « SUEZ ENVIRONNEMENT - Eau pour tous », fonctions supports ; ils sont aujourd'hui rassemblés dans une fédération de savoir-faire et d'engagements, la « Communauté du Fonds ».

Jean-Louis Chaussade
Directeur Général de SUEZ ENVIRONNEMENT
Président Fondateur du Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives



L'action du Fonds s'appuie sur un travail en équipe à tous les niveaux; de la gouvernance à la réalisation sur le terrain en passant par l'évaluation et le suivi des projets.

Une communauté engagée

Le 1^{er} janvier 2011 vous preniez les commandes du tout nouveau Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives, deux ans plus tard, en 2013, vous lancez la « Communauté du Fonds », expliquez-nous cette évolution ?



Myriam Bincaille,
Déléguée générale du Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives

Lorsque nous recevons une demande de soutien, nous démarrons une aventure singulière qui va mobiliser un ensemble de collaborateurs volontaires de l'entreprise, aux compétences et modes d'intervention différents. Plus le Fonds se développe, plus leur nombre augmente, ils sont près de cent cinquante aujourd'hui. En créant la « Communauté du Fonds », nous souhaitons fédérer ces énergies, favoriser le partage et la capitalisation des expériences, développer un sentiment d'appartenance et de fierté. Pour les fonctions-clés des évaluateurs et des référents, nous

avons institué un système de binômes, associant un néophyte et un « ancien ».

Qui sont ces « évaluateurs » et ces « référents », quel est leur rôle ?

M.B. : Après une pré-sélection des dossiers qui nous arrivent, nous sollicitons le regard et l'appui d'experts internes à l'entreprise. D'abord les « évaluateurs », qui sont chargés d'analyser et d'apprécier le projet avec une attention particulière à la pérennité des résultats. Ensuite, sous réserve de l'accord du Conseil d'Administration et après la signature d'une convention avec le partenaire, le « référent », qui assure le suivi dans la durée. Le référent est désigné – sur la base du volontariat – parmi les évaluateurs du projet.



Dominique Pin,
Conseiller du Fonds et évaluateur

Le dossier est soumis à trois évaluateurs qui l'étudient et le notent. Nous confrontons

ensuite nos conclusions pour affiner notre appréciation finale. Bien sûr, notre notation est argumentée, il s'agit d'engager un dialogue constructif avec le partenaire. Ainsi, nous soulignons les « points d'attention », c'est-à-dire les risques potentiels liés au projet : ce sont à la fois des garde-fous et des marqueurs de progression.



Hatem Sedkaoui,
Directeur branche textile Sita Recyclage & Directeur Général de NTA et référent pour le Fonds

Le référent a un rôle fondamental, c'est lui qui va suivre le programme sur le terrain et ainsi assurer la continuité du lien entre le Fonds et le porteur de projet. Notre objectif n'est pas d'exercer un contrôle, mais d'apporter notre appui et nos conseils, en mécénat de compétences, et d'explorer ensemble les pistes d'amélioration. Tout en veillant à ce que le partenariat reste bien en adéquation avec la mission et l'esprit du Fonds.



Pouvez-vous nous donner des exemples concrets ?

D.P. : J'ai travaillé récemment sur le projet soumis par les « Puits du Désert », un partenaire de longue date. L'association envisage aujourd'hui la construction de puits maraîchers au Niger pour réinsérer des soldats venant de Lybie. C'est un projet passionnant, mais peut-être porteur de risques sociaux, difficultés techniques, etc. Nous devons tout analyser avant de donner notre aval.

H.S. : J'ai passé une semaine au Mozambique pour rencontrer l'association Amor qui développe un système de collecte sélective et de gestion des déchets valorisables sous toutes ses formes, tout en réinsérant des populations exclues. Ce point d'étape a donné lieu à de fructueux échanges avec les différentes parties prenantes locales et contribué à consolider la dynamique du projet. Quant à moi j'ai pu

toucher du doigt l'ampleur des enjeux sur le terrain et constater le rôle social et l'impact sur la vie quotidienne des mozambicains.

Vous semblez très exigeants dans votre démarche ?

M.B. : Oui, à hauteur de l'importance des enjeux. Chaque fois que nous soutenons un projet, nous engageons pleinement notre responsabilité vis-à-vis des partenaires et des bénéficiaires qui nous font confiance. Avec toujours l'ambition d'améliorer durablement la qualité de vie des populations.

D.P. : Nous accompagnons les projets jusqu'au bout, jusqu'à en exprimer tous les enseignements. C'est exigeant, pour nous comme pour nos partenaires, mais c'est le gage de la durabilité des programmes que nous soutenons.

H.S. : Cette rigueur aide à structurer et professionnaliser les projets, et ainsi renforce leur impact pour les bénéficiaires, c'est ce qui donne du sens à notre engagement, et plus largement à l'exercice quotidien de nos métiers. *



Le fonds en mots et en chiffres

En 2013, le Fonds a organisé son action selon les axes prioritaires suivants :

- Développer l'accès aux services essentiels – l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets – dans les pays en développement
- Favoriser l'accès à l'emploi et l'insertion en France
- Renforcer les compétences
- Répondre à l'urgence
- Stimuler l'innovation



Une gouvernance partenariale

Le Conseil d'Administration, présidé par Jean-Louis Chaussade, Directeur Général du groupe SUEZ ENVIRONNEMENT. Il définit la stratégie, le budget et le calendrier d'activités du Fonds. Il est composé de 12 membres maximum, élus pour 3 ans : des représentants du Comité de Direction du Groupe et des filiales qui contribuent au Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives ainsi que des personnalités indépendantes.

Le Bureau, qui prend les décisions relatives à la gestion du Fonds. Il valide et sélectionne les projets qui seront soumis au Conseil d'Administration.

Un Président : Jean-Louis Chaussade
Deux vice-présidents : Frédérique Raoult et Bernard Guirkinger

Le Comité consultatif d'Investissement, qui présente au Conseil d'Administration des propositions relatives à la politique d'investissements et à la stratégie du Fonds. Il est piloté par Jean-Marc Boursier,

Directeur Général Adjoint en charge des Finances, SUEZ ENVIRONNEMENT, et par Marie-Ange DEBON, Directeur Général Adjoint en charge de l'International de SUEZ ENVIRONNEMENT.

L'équipe permanente

dirigée par Myriam Bincaille, qui :

- pré-sélectionne les dossiers de candidature et les soumet pour évaluation.
- assure la gestion opérationnelle du Fonds et met en œuvre les décisions du Conseil d'Administration et du Bureau.
- anime les relations avec les partenaires, coordonne la direction et le suivi des projets retenus et organise les actions de communication.

• Les évaluateurs et référents :

Un groupe d'experts et de personnes qualifiées internes au Groupe qui contribuent à l'évaluation et au suivi des demandes de soutien que l'équipe du Fonds reçoit et des projets soumis aux instances de sélection.

En 2013 : 64 évaluateurs et 8 référents issus de 15 entités du Groupe. *



30
projets en cours

4 M€
budget global alloué

150
Près de 150
collaborateurs engagés

135
demandes
de financement/
participation reçues

33
projets passés
en évaluation

14
projets approuvés qui ont
donné lieu à l'établissement
de conventions signées

Innover, orienter, piloter ensemble.

gouvernance du Fonds



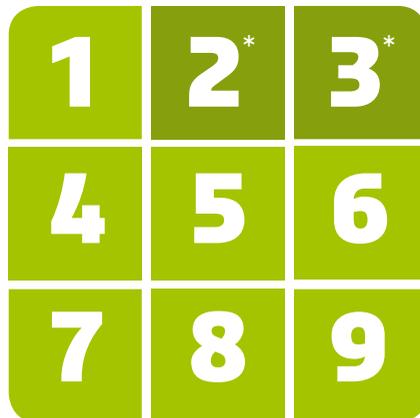
Jean-Louis Chaussade

Directeur Général de SUEZ ENVIRONNEMENT
Président Fondateur du
Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives

Fonds. Cette volonté de co-construction est la même que celle qui sous-tend la mise en œuvre des projets accompagnés et se fonde sur une conviction forgée sur le terrain : **la durabilité des projets passe par l'engagement responsable de toutes les parties prenantes.** C'est en croisant les expertises et les modes d'intervention que l'on développe la capacité d'innovation et l'intelligence collective au service de l'amélioration de la qualité de vie des plus vulnérables.

Le Conseil d'administration est présidé par Jean-Louis Chaussade, Directeur Général du groupe SUEZ ENVIRONNEMENT et Président du Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives. Il définit la stratégie, adopte le budget et fixe le calendrier d'activités du Fonds. Il se réunit deux fois par an et sélectionne les projets qui seront soutenus par le Fonds parmi ceux qui lui sont soumis après évaluation et sélection par le Bureau du Fonds.

Il est composé de douze membres maximum, élus pour trois ans : des représentants du Comité de Direction du Groupe et des filiales qui contribuent au Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives ainsi que des personnalités qualifiées indépendantes. La diversité et la complémentarité des profils, des compétences et des expériences des membres du Conseil d'Administration contribuent à créer une synergie ambitieuse, enrichissant la vision et le champ d'action du



1 - Jean-Marc Borello

Président du GROUPE SOS

2 - Marie-Ange Debon

Directeur Général Adjoint en charge de l'International, SUEZ ENVIRONNEMENT

3 - Jean-Marc Boursier

Directeur Général Adjoint en charge des Finances, SUEZ ENVIRONNEMENT

4 - Frédérique Raoult

Directeur du Développement Durable et de la Communication, SUEZ ENVIRONNEMENT

5 - Bernard Guirkingier

Conseiller spécial du Directeur Général de SUEZ ENVIRONNEMENT

6 - Rémi Lantier

Directeur Général de DEGREMONT

7 - Philippe Maillard

Directeur Général de Lyonnaise des Eaux

3 - Christophe Cros

Directeur Général Adjoint en charge de l'activité Déchets en Europe, SUEZ ENVIRONNEMENT

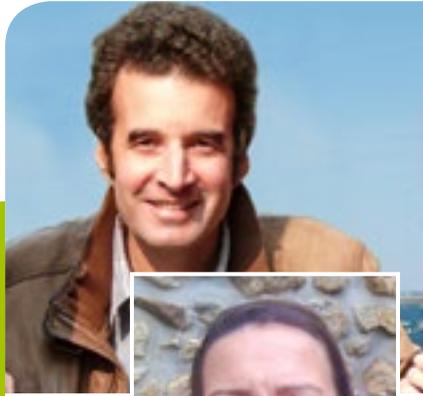
9 - Marie Trelu-Kane

Présidente co-fondatrice d'UNIS-CITE, Conseillère au Conseil Economique, Social et Environnemental

* Membre du Comité Consultatif d'Investissement



Paroles de partenaires



En 2008, le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives a été l'un des premiers partenaires à accorder sa confiance à l'approche innovante d'Eau et Vie en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement. Au-delà d'un soutien financier, le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives partage son expertise technique en eau/assainissement/déchets en milieu urbain, en lien avec des tuteurs au sein du Groupe SUEZ ENVIRONNEMENT ou d'Aquasistance. C'est très précieux pour notre développement. Grâce à ce partenariat, des entreprises, des ONG, une fondation, des salariés, des collectivités et des communautés locales s'associent pour améliorer les conditions de vie des populations vivant dans les bidonvilles. Il en résulte une réduction des maladies, des absences à l'école ou au travail et des dépenses de santé liées à une eau souillée. Un simple robinet d'eau courante dans les maisons contribue à rendre la dignité à ces personnes, à tisser de nouveaux liens sociaux, fondement du développement de la communauté toute entière.

Valérie Dumans et Philippe de Roux
co-Directeurs, Eau et Vie



Depuis 2010, un partenariat entre le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives et l'Association Les Puits du Désert a permis la construction de 14 puits pastoraux au nord Niger dans le grand désert du Ténéré.

Ce partenariat pour l'accès à l'eau des populations rurales du nord Niger est exemplaire en ce qu'il associe une grande entreprise privée comme SUEZ ENVIRONNEMENT, l'Etat (l'Agence de l'Eau Rhône Alpes Méditerranée), les collectivités locales (Régie des Eaux de Grenoble) et deux ONG : au nord Les Puits du Désert, au sud l'ONG Tidene au Niger. Il a permis, par effet de levier, la construction de 26 puits supplémentaires assurant l'accès à l'eau à plus de 2000 nomades et 100 000 animaux. Le climat de confiance et de respect entre les différents acteurs de ce vaste projet est une formidable dynamique et la coopération avec le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives est la clé de voûte de cette réussite.

Christel Pernet
Présidente, Les Puits du Désert



Pour nous, nomades du désert, l'accès à l'eau est un défi de tous les instants. Une eau de qualité contribue à la survie de notre peuple et il est essentiel que nous puissions disposer au fil de la route des transhumances et des caravanes de puits pour les hommes et les troupeaux. Le projet mené en partenariat avec le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives et les partenaires institutionnels dans la région d'Aderbissinat au sud d'Agadez permet à tous les éleveurs d'être rassurés et de garder l'espoir de maintenir cette tradition ancestrale de nomadisme à la recherche des pâturages. Chaque jour je reçois de nombreuses demandes pour poursuivre ce projet et l'étendre vers d'autres zones et je souhaite que notre collaboration se poursuive encore longtemps car c'est pour nous essentiel d'être partenaire du Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives avec lequel nous entretenons, par-delà les continents, des relations exceptionnelles.

Mohamed Ixa
Président, Tidène



Réalisations 2013

Interventions AQUASSISTANCE

1 Développer

l'accès aux services essentiels dans les pays en développement

2 Favoriser

l'insertion par l'emploi et la formation en France

3 Renforcer

les compétences

4 Stimuler

l'innovation et partager l'expérience



HAÏTI
GRET

HONDURAS
HONDURAS CROISSANCE

Carte interactive



MALI
EAU VIVE

NIGER
PUITS DU DÉSERT ET TIDÈNE

TCHAD
CROIX-ROUGE FRANÇAISE

FRANCE
AQUASSISTANCE
PARISTECH
INSTITUT DE FRANCE
MAISON POUR REBONDIR
PROMOFEMMES
REJOUÉ

PAYS-BAS
UNESCO-IHE

INDE
RAINDROP
WATERWALLA

BANGLADESH
EAU ET VIE

CAMBODGE
GRET

PHILIPPINES
EAU ET VIE

TOGO
GOOD PLANET
SECOURS CATHOLIQUE

CAMEROUN
CRANFIELD

MADAGASCAR
GRET
ROTARY

KENYA
CRANFIELD
SOLIDARITÉS INTERNATIONAL KENYA

MOZAMBIQUE
AMOR

BURKINA FASO
ACTION CONTRE LA FAIM
EAU VIVE
SECOURS CATHOLIQUE

SÉNÉGAL
EAU VIVE



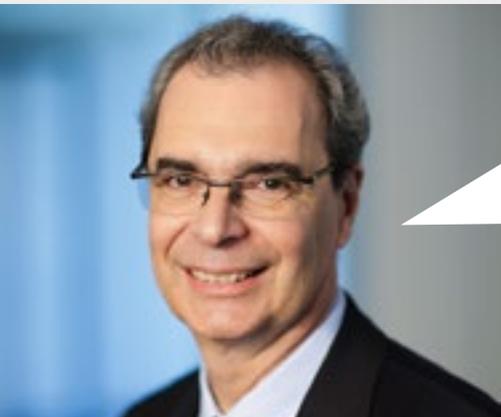
Dans l'exercice quotidien de ses métiers, le Groupe SUEZ ENVIRONNEMENT se mobilise sur les territoires pour améliorer l'accès aux services essentiels. Cette relation de forte proximité nous place au cœur des enjeux et renforce notre responsabilité vis-à-vis

des populations les plus défavorisées. En soutenant des projets solidaires sur le terrain, nous co-construisons avec nos partenaires et les communautés locales bénéficiaires des solutions sur mesure, innovantes et durables.

Frédérique Raoult

Directeur du Développement Durable et de la Communication, SUEZ ENVIRONNEMENT

1



Les hommes et les femmes de Degrémont sont engagés ensemble quotidiennement sur des projets permettant l'accès à l'eau et la protection de l'environnement. Soutenir les projets du Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives au bénéfice des populations défavorisées est le prolongement naturel de cet engagement.

Rémi Lantier

Directeur Général de DEGREMONT

Développer

**l'accès aux services essentiels
dans les pays en développement**



Construire des puits pour creuser des puits

AGADEZ, NIGER
 3 ANS (2011-2013)
 240 000 €

En 2012, le Niger était classé au dernier rang de l'Indice de Développement Humain (IDH) par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Le faible accès à l'eau y constitue un handicap majeur, en particulier dans le Massif de l'Aïr, une région semi-désertique du nord du pays. Tenue à l'écart des circuits touristiques comme de l'aide internationale, la région fait figure de territoire oublié tandis que les populations nomades tentent d'y perpétuer un mode de vie ancestral, fondé sur l'agro-pastoralisme et la transhumance. Enjeu crucial de leur survie économique, sociale et culturelle, l'accès aux points d'eau, pour les hommes comme pour les troupeaux.

Mohamed Ixa et Limane Feltou, deux touaregs décidés à prendre eux-mêmes en main le destin de leur peuple, créent en 2004 l'ONG

Tidène, afin d'«aider les populations dans les domaines du développement rural par l'accès à l'eau, de la santé, de l'éducation et de l'artisanat». Un projet qui a pris son plein essor grâce à un partenariat exemplaire avec « Les Puits du Désert », une ONG française née de la rencontre entre Mohamed Ixa et Christel Pernet, sa fondatrice. Ensemble ils ont identifié 400 puits à construire ou réhabiliter dans l'urgence. À charge, pour Tidène d'organiser et suivre les chantiers aux côtés des populations et de la Direction Régionale de l'Hydraulique ; pour les Puits du Désert d'assurer la recherche des financements et leur suivi. Pour chaque puits construit, c'est une « île verte de vie » qui renaît sur la route des caravaniers, et un nouveau départ pour envisager le développement d'activités économiques, la scolarisation des enfants ou encore le fonctionnement d'un dispensaire. Le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives s'est engagé sur le financement de 14 puits, aujourd'hui réalisés. D'autres bailleurs de fonds l'ont suivi, prenant en charge 26 puits supplémentaires. Un bilan positif qui devrait ouvrir de nouvelles perspectives de collaboration. *



Répondre à la demande des communes



ANALAMANGA, MADAGASCAR
 3 ANS (2013-2015)
 50 000 €

Depuis 1911, le Rotary International agit dans le monde entier avec une devise : « Servir d'abord ». Un siècle plus tard, le Plan Vision pour l'avenir vient renouveler cet engagement tout en mettant l'accent sur un axe prioritaire : l'accès à l'eau. Pour le Rotary Club d'Antananarivo Mahamasina – Madagascar, l'objectif est clair : construire des puits en réponse à la demande des villages suburbains trop pauvres pour bénéficier des réseaux de distribution existants.

Et la méthodologie a fait ses preuves. Après examen et validation de la demande exprimée, un accord est signé entre le Rotary Club et la commune, qui s'engage à mettre à disposition le terrain et à entretenir les installations. Un appel d'offres est alors lancé auprès des petites entreprises locales,



puis les travaux démarrent : début du creusement et ajustements en cas d'erreur ; certification de la potabilité de l'eau par un laboratoire indépendant ; pose des maçonneries et confection de la margelle. Enfin, une pompe type India III, un modèle retenu pour sa robustesse et sa simplicité, est installée. Ainsi conçue, la réalisation d'un puits fournissant l'accès à l'eau potable pour 500 personnes dure trois mois et coûte 2 000 euros. Une équipe de rotariens, tous bénévoles, pilote le suivi du chantier, à charge pour les villageois d'assurer ensuite la maintenance des installations. Selon les critères malgaches, une personne a accès à l'eau potable si elle dispose d'un point d'eau à moins de 800 mètres de sa maison. C'est énorme pour nous, peu dans un pays où il n'est pas rare de devoir faire jusqu'à 10 km aller-retour pour atteindre un point d'eau. Entre 2005 et 2012, le Rotary Club d'Antananarivo Mahamasina a déjà construit 40 puits. Grâce au soutien du Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives, il passe aujourd'hui à la vitesse supérieure avec la construction programmée de 50 nouveaux puits. *





Favoriser l'intégration des quartiers précaires à la ville

PROJET
TERMINÉ

HAÏTI



Fin 2013, le Gret publiait, avec le soutien du Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives, le « Guide pratique des Comités d'eau », un outil très documenté et pédagogique qui « représente la mémoire de presque vingt années d'un projet pilote devenu politique publique, qui a contribué à l'amélioration des conditions de vie de près d'un million et demi d'habitants des quartiers pauvres de la capitale haïtienne ».

L'aventure commence en 1994. Après une longue période de troubles politiques, l'aide humanitaire s'organise en Haïti. Le Gret, une ONG française de développement fondée en 1976, se mobilise pour piloter l'approvisionnement en eau dans les quartiers précaires de Port au Prince.

Très vite, le Gret abandonne la solution d'urgence par camion au profit d'un projet expérimental faisant le pari d'inscrire l'approvisionnement en eau dans un cadre institutionnel durable : l'idée est d'installer au sein des quartiers un système de bornes-fontaines reliées au réseau public d'adduction ;

et d'en confier la gestion et l'entretien à des comités d'habitants, les « Komite Dlo », qui signent un contrat de délégation de gestion avec les pouvoirs publics. A terme, l'objectif est de favoriser l'accès à l'eau potable à un tarif social, d'animer une dynamique communautaire de développement des quartiers précaires et de contribuer à leur intégration à la ville formelle.

Pari réussi pour le projet « Rezodlo », au prix d'un long processus d'expérimentation puis d'extension, enfin de modélisation : aujourd'hui la Fekod (Fédération des comités de l'eau de la zone métropolitaine de Port-au-Prince) regroupe une cinquantaine de comités d'eau opérationnels, représentant 800 000 personnes et reconnus comme des acteurs institutionnels à part entière par les pouvoirs publics. La pérennité du système repose désormais sur l'arrivée suffisante d'eau dans la capitale haïtienne et le renforcement institutionnel de la fédération. *

	PORT-AU-PRINCE, HAÏTI
	5 ANS (2008-2012)
	300 000 €

Jean-Marc Boursier,
Directeur Général Adjoint
en charge des Finances,
SUEZ ENVIRONNEMENT



En soutenant le projet porté par le Gret en Haïti, le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives a contribué à la réussite d'une innovation institutionnelle remarquable. La preuve a été faite qu'il est possible d'assurer un service public de l'eau dans les quartiers marginalisés de la capitale, en mettant en place un système hybride associant réseau public et gestion communautaire.



Soutenir les politiques nationales

Selon Silvia Gaya, chef de la section WASH à l'UNICEF Madagascar, il faudrait « multiplier par dix la tendance annuelle de couverture pour espérer pouvoir atteindre les OMD et satisfaire aux énormes besoins de la population dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement ». Et cela en dépit d'une politique volontariste mise en œuvre par le gouvernement malgache, avec trois mesures phares : l'adoption du principe de non-gratuité de l'eau, le transfert de la maîtrise d'ouvrage aux communes, et la délégation de la gestion des services par la commune à des opérateurs privés ou communautaires.

Des ambitions nationales fortes, mais une application encore limitée sur le terrain : c'est dans ce contexte que le Gret a lancé en 2008 le programme Meddea, visant à définir, tester et valider des mécanismes d'appui à la professionnalisation des acteurs de l'appro-

visionnement en eau et de l'assainissement dans le monde rural.

L'objectif est triple : renforcer la capacité des communes à assurer la maîtrise d'ouvrage ; concevoir une boîte à outils (techniques, économiques, méthodologiques) à destination des acteurs locaux ; améliorer la santé publique et la qualité de vie, via un meilleur accès à l'eau et l'assainissement, et des actions de sensibilisation. Six communes ont été sélectionnées dans les régions de l'Atsinanana et du Vakinankaratra, soit 4 500 familles bénéficiaires. L'accent a notamment été mis sur l'assainissement avec l'animation de sites d'exposition-ventes de toilettes privées ; la construction de latrines scolaires et de blocs eau et assainissement publics ; l'installation de services de vidange ; le recrutement et la formation de gestionnaires des infrastructures.



PROJET
TERMINÉ

MADAGASCAR

	TSINANANA ET VAKINANKARATRA MADAGASCAR
	4 ANS (2010-2013)
	200 000 €

Le Gret envisage aujourd'hui le déploiement de la deuxième phase du projet, Meddea 2, qui permettra d'affiner la méthodologie d'intervention tout en changeant d'échelle avec six régions concernées et quinze nouvelles communes cibles. *



Innover dans les zones grises du développement

Dans les pays en développement, on assiste aujourd'hui à un phénomène d'expansion des zones d'habitat dense dans les espaces ruraux. On les appelle zones semi-rurales ou zones semi-urbaines, preuve de la difficulté à définir leur identité, et donc à développer des modèles de fonctionnement qui leur soient propres. La question de l'accès à l'eau potable s'y pose pourtant de façon spécifique : ces centres sont trop grands pour relever de l'hydraulique villageoise et trop petits pour bénéficier des systèmes d'approvisionnement des villes ; trop grands pour s'appuyer sur une gestion communautaire et trop petits pour épouser les modes de gouvernance des grandes agglomérations. Un contexte qui tend à les exclure de l'aide internationale, voire même des politiques nationales d'accès à l'eau.

Le Gret a décidé de s'attaquer à ces zones grises, via le programme Isea (Innovations pour des services d'eau et d'assainissement améliorés), qui a démarré en avril 2012 à Madagascar et au Cambodge. À Madagascar, l'objectif est d'expérimenter et approfondir les procédures d'appui aux communes nouvellement en charge de la délégation de service à des opérateurs privés. Au Cambodge, l'objectif est de créer un centre de services visant à soutenir et consolider le développement des petits opérateurs locaux d'eau qui ont investi, de façon spontanée et informelle, l'équivalent de 40 millions de dollars ces dix dernières années dans les infrastructures de réseau.

Le programme Isea est porté par le Find, le «Fonds d'innovation pour le développement» créé par l'ONG de développement Gret en 2011, et mis en œuvre par le Gret. Qui dit innovation, dit risque, et donc prise de risque



	CAMBODGE ET MADAGASCAR
	3 ANS (2012-2014)
	349 466 €



pour les partenaires impliqués. C'est le sens de l'engagement du Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives, qui fait ainsi le pari de la co-construction de solutions qui pourront ensuite être diffusées et partagées notamment au sein de la Chaire ParisTech «SUEZ ENVIRONNEMENT - Eau pour tous» *



Développer l'offre, susciter la demande

Je voulais contribuer à changer la vie des gens. Avec mes camarades, nous avons conclu que l'accès à l'eau potable était un domaine dans lequel notre action pourrait avoir un réel impact», explique Neil Parikh, l'un des initiateurs du projet WaterWalla. Au départ, un constat : dans le bidonville de Dharavi près de Mumbai, les habitants consacrent une bonne part de leurs revenus à soigner les maladies liées à l'eau chère et de mauvaise qualité qu'ils consomment. Pour ceux qui n'ont pas d'accès à un réseau d'eau, il existe pourtant des technologies simples et bon marché qui permettraient de décontaminer l'eau à domicile juste avant de la boire. À condition que les populations qui en ont le plus besoin prennent conscience de la nécessité d'y recourir et qu'ils aient les moyens de le faire. C'est pour relever ce double défi que cinq jeunes américains lancent en 2010 le projet « WaterWalla ».

L'innovation ? Développer l'offre, via l'implantation de micro-entreprises commercialisant sous franchise des technologies de potabilisation ; susciter la demande, via des actions d'information, de sensibilisation et de vente à domicile. Les habitants de Dharavi, connus pour leur esprit d'entreprise, sont les acteurs-clés du projet : ce seront eux les micro-entrepreneurs, eux aussi les relais d'opinion et les vendeurs.

Pour cela, WaterWalla leur apporte une assistance technique et financière. Forts de la réussite du programme pilote de Dharavi, les responsables de WaterWalla cherchent aujourd'hui à dupliquer le modèle, via la création du «WaterWalla Fellows Programme», un réseau de soutien aux entrepreneurs en herbe dans le secteur de l'accès à l'eau, à l'hygiène et à la santé.



	ÉTAT D'UTTAR PRADESH, INDE
	4 ANS (2011-2014)
	18 000 €

«WaterWalla n'est pas une œuvre charitable classique», conclut Anshu Vaish, «c'est une entreprise sociale : nous voulons appliquer les principes du business à la résolution durable d'un problème social. Si nous pouvons améliorer la santé ne serait-ce que d'une personne, alors notre travail vaudra la peine.» *



Un réseau d'Ecopoints

En 2008, le Mozambique lançait une «Politique Nationale de l'Environnement», qui reconnaissait officiellement l'interdépendance entre environnement et développement économique et social. Axe majeur de cette politique, la gestion des résidus solides en milieu urbain. Maputo, la capitale du pays, connaît une explosion démographique et génère avec sa banlieue Matola 1 000 tonnes de déchets par jour qui finissent, quand ils sont collectés, dans la gigantesque décharge d'Hulene, sans aucun dispositif de traitement ni de recyclage. C'est pour lutter contre ce fléau que s'est créée en 2009 l'Associação MOçambicana de Reciclagem, AMOR.

Sa mission ? Organiser un recyclage social des résidus en se basant sur trois piliers : l'infrastructure de recyclage, la sensibilisation environnementale et la valorisation des déchets. À Maputo et Matola, AMOR développe un réseau d'«Ecopoints», des plates-formes d'achat et de collecte des

déchets recyclables triés. Pour fonctionner, le système s'appuie sur un réseau de travailleurs indépendants formés et encadrés par l'association : d'un côté, les gestionnaires des Ecopoints et les promoteurs du recyclage, majoritairement des femmes venues de Xidzuki, une association de séropositifs ; de l'autre, les collecteurs mobiles, des chiffonniers chargés de récupérer les déchets recyclables chez les particuliers, commerçants, entreprises et institutions.

Renforcer l'autonomie économique et opérationnelle

Fin 2013, avec neuf Ecopoints opérationnels, l'association est devenue une référence en termes de recyclage au Mozambique et une plaque tournante des acteurs du secteur. Des résultats très probants, mais un statut qui reste fragile tant que la structure n'a pas assuré son autonomie économique et opérationnelle.

Pour y parvenir, AMOR déploie son action sur deux fronts. Tout d'abord, l'augmentation des volumes de collecte, ce qui suppose tout un travail de formation et d'information auprès du secteur privé, des habitants et des institutions ; de recherche de synergies avec les gros producteurs de déchets et les entreprises de collecte ; de plaidoyer pour que la Municipalité instaure une réduction des taxes pour les entreprises qui recyclent.

Ensuite, le développement d'activités rentables et créatrices de valeur ajoutée, avec notamment l'artisanat, la transformation des huiles de cuisine usées en biodiesel, et le projet d'une ligne de transformation de papiers/cartons dans la périphérie de Maputo. Ou encore, l'organisation d'un système intégré de gestion des déchets, depuis la collecte jusqu'au recyclage ou la mise en décharge. L'hôtel Radisson a déjà signé pour ce service, d'autres devraient suivre dans la foulée.



Organiser le recyclage social des déchets

MAPUTO, MATOLA, MOZAMBIQUE

2 ANS (2013-2014)

100 000 €



MOZAMBIQUE



Un modèle qui essaime

Parallèlement, AMOR démarre ses activités à Vilankulo, une ville côtière touristique de 40 000 habitants. C'est le Conseil municipal de la ville qui a contacté l'association en 2012 pour y organiser et gérer le recyclage des déchets, jusque-là inexistant. AMOR a commencé à transformer l'ancienne décharge en Centre de Transfert et de Recyclage (CTR) : le CTR reçoit les déchets municipaux,

transforme les déchets organiques et recyclables, alors que la ville évacue les déchets non-recyclables vers la décharge municipale. En 2014, AMOR lancera un concours scolaire de sensibilisation à l'importance du recyclage. Le WWF (World Wide Fund) a de son côté demandé à AMOR de lui dessiner, pour le parc naturel de Barazuto situé au large de Vilankulo, une stratégie «Zéro déchets» incluant au maximum les communautés locales de pêcheurs.

Le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives accompagne le projet depuis 2011. Pour la deuxième phase de son développement, il s'est engagé à financer des équipements pour les Ecopoints de Maputo et Matola, à assurer le démarrage de l'activité à Vilankulo, à contribuer au concours scolaire et à prendre en charge la rémunération du chef de projet. *





Entreprendre au cœur des bidonvilles

Un modèle innovant de co-construction

« Sur la base de l'entrepreneuriat social et en lien avec les communautés et les autorités locales, Eau&Vie accompagne la création de petites entreprises dans les quartiers urbains défavorisés des Pays en Voie de Développement, où l'investissement est rare, afin de créer et de gérer des réseaux de distribution adaptés. L'entreprise créée construit le réseau d'eau, achète l'eau en gros à la régie municipale à la limite d'un quartier précaire où le distributeur officiel ne peut pas travailler selon ses normes de rentabilité, et la distribue dans le bidonville en assurant tous les services associés, dont la facturation, l'encaissement quotidien et l'entretien du réseau. Parallèlement, l'association Water and Life (W&L) créée par E&V sur le terrain, travaille, sur la base des besoins exprimés par la population et en partenariat avec les acteurs locaux et internationaux du développement, sur le renforcement de ces communautés par le biais de formations et met en place des services d'assainissement et de lutte anti-incendie. »

Un objectif de durabilité

Tel est le modèle de développement progressivement élaboré et testé à l'épreuve du terrain par l'ONG Eau&Vie. Avec un objectif : organiser durablement et à un prix abordable l'approvisionnement en eau courante et potable pour les habitants des bidonvilles qui sont tenus à l'écart des circuits officiels de distribution.

Une des clés de la réussite de la démarche réside dans le mécanisme très opérationnel de transfert des savoir-faire entre les expatriés d'Eau&Vie, les responsables de l'ONG W&L et les petits entrepreneurs locaux : la stratégie de sortie d'E&V démarre en même temps que le projet, avec le recrutement et la formation d'employés issus des bidonvilles et le maintien dans la durée des liens entre E&V et ses antennes locales, W&L Philippines et W&L Bangladesh. *



BANGLADESH

PHILIPPINES

	MANILLE, PHILIPPINES
	6 ANS (2009-2014)
	62 883 €
	DHAKA, BANGLADESH
	3 ANS (2012-2014)
	60 812 €



Après les Philippines, le Bangladesh

Deux programmes sont actuellement en cours. Le premier est un projet pilote qui a démarré en 2009 aux Philippines, avec la création de l'entreprise TPA (Tubig Pag-Asa : «Eau de l'espoir»). Résultats à ce jour : trois quartiers de Manille (Pugad Ibon, Salcedo II et Manggahan) et un quartier de Cebu (Tipolo) sont équipés, permettant à 1 044 personnes d'avoir l'eau courante et potable à domicile, pour un prix abordable ; chaque foyer est équipé d'un compteur individuel et la collecte est assurée chaque jour, selon les principes du micro-crédit, par des employés recrutés et formés sur place par TPA.

Sur ces bases très encourageantes, un second programme a été lancé en 2010 au cœur de Bashantek, un bidonville de Dakha, la capitale du Bangladesh. Une initiative qui s'inscrit dans le plan global de réduction de la pauvreté du bidonville de Bashantek, conjointement mené par le gouvernement bangladais et le Programme des Nations

Unies pour le Développement (PNUD). Selon le même principe, une entreprise a été créée, SJP (Shobar Jonno Pani : «Eau pour tous»), qui sera l'opérateur local du projet. À ce jour, 357 personnes sont raccordées.

Un outil sur-mesure de gestion des ventes

Eau&Vie a franchi une nouvelle étape en 2013 avec le développement d'un logiciel de gestion des ventes d'eau (lecture des compteurs, collecte, suivi clients...), conçu sur mesure en réponse aux besoins spécifiques des bidonvilles. Un projet complexe, qui a nécessité de nombreux tests et ajustements, la réalisation de manuels d'utilisation, l'organisation de formations pour les utilisateurs et la mise en place d'un suivi intensif lors de la mise en service avec un transfert de savoir-faire.

Autant de mesures qui ont favorisé l'acceptation du logiciel par les équipes locales et son implantation réussie au cœur des bidonvilles. *





« Il est essentiel pour la Croix-Rouge française de pouvoir s'entourer durablement de partenaires qui complètent et renforcent sa propre expertise sur le terrain », explique Antoine Peigney, Directeur des relations et opérations internationales de la Croix-Rouge française. Cette volonté de co-construire des projets durables caractérise le mode d'intervention de la Croix-Rouge française. C'est le sens du partenariat noué depuis 2008 avec le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives et c'est la même exigence qui conduit l'association à s'appuyer systématiquement sur les sociétés nationales des pays d'intervention.

C'est ainsi qu'en 2011, la Croix-Rouge française a lancé avec la Croix-Rouge du Tchad un programme d'« Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base, ainsi que des pratiques d'hygiène pour les populations rurales des Régions du Logone occidental et du Mandoul ». La réussite du projet a requis une minutieuse préparation : identification des zones de mise en œuvre ; analyse des conditions d'acceptabilité et de faisabilité au

regard des modèles socio-économico-politiques en vigueur, et des traditions et pratiques locales ; évaluation des besoins, de la demande et du niveau de connaissances sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Sur ces bases, des fiches d'activités ont été élaborées, permettant aux équipes locales de renforcer leurs capacités en s'appropriant la logique et les modalités d'intervention.

Les travaux - réhabilitation et création de 65 points d'eau, construction de blocs de latrines pour 21 écoles et 8 centres de santé, amélioration des latrines par 2 500 familles-



Co-construire des projets durables



TCHAD



LOGONE ET MANDOUL, TCHAD



5 ANS (2011-2015)



317 737 €

ont démarré fin 2013. Parallèlement des actions de sensibilisation et de mobilisation sont menées auprès des 65 000 bénéficiaires ciblés, avec notamment la création de Clubs des Mères, sur le modèle du projet togolais, lauréat du Prix SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives en 2012. *



Sensibiliser, former, accompagner

Dans les années 70, quatre français sensibilisés au drame de la sécheresse en Afrique partent sur le terrain. De retour en France, ils décident de créer l'ONG Eau Vive. Xavier Mallet, le président fondateur, se souvient : « Rapidement un principe nous a servi de phare : tout passe par les hommes, c'est aux intéressés de se prendre en charge, de définir et de conduire leurs projets. Nous espérons que le développement de communautés autonomes et autogérées ferait naître des hommes et des femmes leaders, un mouvement remontant jusque dans une gestion décentralisée de l'Etat. » Trente-cinq ans plus tard, le passage à l'autogestion n'est pas accompli, mais les progrès sont certains et la vision demeure comme en témoigne Danielle Touré-Roberget, la nouvelle Présidente : « Il ne faut pas seulement compter le nombre de forages, mais savoir s'ils correspondent aux

besoins, s'ils sont durables. Il faut intégrer les villageois, leurs associations, leurs responsables, dès la définition du projet. La responsabilité de la population concernée est essentielle. »

C'est ce lien fondamental entre responsabilité et durabilité qui fonde le mode d'intervention de l'ONG dans les pays du Sahel. Il se déploie selon trois axes complémentaires : la montée en compétences de tous les acteurs, l'accompagnement dans la mise en place des structures communautaires adéquates, l'appui à la réalisation des ouvrages (forages et latrines).

Le projet d'appui à l'accès à l'eau potable et de promotion de l'assainissement et de l'hygiène (PEPAH) cible trois communes du cercle de Bankass, soit 50 500 bénéficiaires dans la région de Mopti au Mali. Les objectifs sont en bonne voie de réalisation, grâce



MALI



MOPTI, MALI



4 ANS (2011-2014)



70 000 €

à la forte participation des habitants et des autorités, conscients de l'enjeu sur leur capacité à pouvoir ensuite assurer eux-mêmes le pilotage stratégique et opérationnel de nouveaux projets de développement. *



Appuyer la professionnalisation des acteurs locaux

En 2006 le Burkina Faso adoptait son Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement (PN-AEPA), visant à fédérer toutes les parties prenantes - Etat, communes, populations, bailleurs de fonds, ONG et secteur privé - autour de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Au cœur du dispositif, les communes, dotées de nouvelles compétences en matière d'organisation et de gestion des services d'eau et d'assainissement, dans le cadre des lois de décentralisation. A charge pour elles d'affirmer leur autorité et leur leadership pour assumer effectivement la maîtrise d'ouvrage et le suivi des projets. L'ONG Eau Vive s'inscrit dans la chaîne des responsabilités en appuyant les communes dans ce processus.

L'objectif du projet soutenu par le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives est d'«*offrir un accès durable à l'eau et l'assainissement ainsi qu'un cadre de vie plus sain*» aux populations de six communes particulièrement déshéritées de la région du Sahel, soit plus de 230 000 bénéficiaires. D'une durée de 48 mois, le programme a démarré avec un diagnostic participatif visant à mobiliser tous les acteurs autour d'objectifs élaborés ensemble. Quatre axes d'intervention se sont dégagés : l'offre de service d'eau potable, avec la réhabilitation ou la construction de 140 forages ; l'offre de service d'assainissement, avec la construction de 2 000 latrines familiales et 12 blocs de latrines publiques ; la promotion de l'hygiène des populations cibles et le renforcement

BURKINA FASO



	SAHEL, BURKINA FASO
	4 ANS (2011-2014)
	260 000 €

des capacités communales pour l'exercice de la compétence eau et assainissement. À toutes les étapes, l'accent est mis sur la formation et l'organisation des parties prenantes : élus locaux, responsables d'associations d'usagers de l'eau, gestionnaires de points d'eau, exploitants de réseaux villageois, maçons et artisans réparateurs, fonctionnaires des services techniques. C'est le gage de la durabilité du projet. *

Développer la filière assainissement

Capitale départementale du centre du Sénégal, Kougheul est aujourd'hui en pleine mutation : la petite commune rurale, devenue centre administratif et plaque tournante commerciale, attire les vagues de migrants venus des pays limitrophes et des villages de l'arrière-pays. Conséquences : une démographie galopante, une expansion incontrôlable des quartiers périphériques et un état d'insalubrité quasi générale, faute d'équipements et de services. Face à cette situation difficile, la municipalité a mis la question du traitement des déchets liquides et solides en tête de son agenda et sollicité les services de l'ONG Eau Vive pour l'appuyer dans le renforcement de toute la filière assainissement.

Eau Vive articule sa stratégie d'intervention autour de trois principes d'action indissociables : la cohérence, la durabilité et l'implication de toutes les parties prenantes. Ce qui signifie une approche globale et intégrée de l'assainissement liquide et solide qui ne s'en tient pas au seul équipement des quartiers en poubelles et latrines, mais considère

toutes les étapes depuis la collecte jusqu'au traitement ; un travail de fond sur le changement des comportements et la mise à niveau des compétences ; une logique de partenariat contractualisé avec toutes les parties prenantes, organes communaux, organisations communautaires et habitants ; l'appui sur les ressources locales et le choix de technologies adaptées au contexte. Sur ces bases, le programme cible les 23 000 habitants de la commune, avec une priorité donnée aux jeunes élèves et aux femmes. Le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives, partenaire de longue date d'Eau Vive, soutient le projet, tandis qu'Aquassistance, l'association de solidarité internationale des collaborateurs du Groupe, a délégué des experts pour des missions sur le terrain. *



SÉNÉGAL



	KOUNGHEUL, SENEGAL
	3 ANS (2013-2015)
	100 000 €

Mame Tacko Diallo,
Responsable Mobilisation Sociale et Plaidoyer, Eau Vive Sénégal



Animer en binôme les formations destinées aux représentants des quartiers pilotes de Kougheul s'est avéré une expérience riche, efficace et plaisante, aussi bien pour les participants que pour nous-mêmes. Complémentaires dans nos savoir-faire et nos approches, nous avons autant reçu que donné au cours de ces sessions de sensibilisation à la gestion des déchets !



Promouvoir le développement humain intégral

Forte des acquis d'une expérience qui a démarré en 1956 avec l'installation de la délégation voltaïque du Secours Catholique à Ouagadougou, l'OCADES - Caritas Burkina a publié en 2012 un document stratégique pour la période 2012-2016. Ce guide articule la planification opérationnelle des programmes autour d'une mission : « *Contribuer au développement humain intégral des communautés les plus démunies et les plus défavorisées du Burkina Faso* ».

C'est dans cette perspective que le Secours Catholique-Caritas France et l'OCADES-Caritas Burkina ont démarré début 2012 et pour une durée de trois ans un « *Projet d'approvisionnement en eau potable, d'assainissement et de promotion de l'éducation à l'environnement dans huit communes rurales* ». Résultats attendus : 45 000 personnes ont accès à

l'eau potable ; 10 000 à l'assainissement ; 4 250 arbres sont plantés par 1000 enfants. Au-delà des chiffres, c'est un long travail d'information, de sensibilisation et de formation qui est mené à toutes les étapes du programme : chaque membre de la communauté est appelé à s'investir concrètement dans le projet. Pour les uns ce sera sous forme de fourniture de matériaux, de participation directe aux travaux ou de contribution financière ; pour les autres ce sera en bénéficiant d'une formation professionnelle au métier de maçon ou d'artisan réparateur ; pour d'autres encore ce sera en devenant relais d'information et d'animation pour leur village, ou bien responsables communaux chargés de la bonne gouvernance des ouvrages.

Une approche qui illustre tout à fait la volonté du réseau Caritas d'instaurer un cercle


BURKINA FASO

8 COMMUNES, BURKINA FASO
3 ANS (2012-2014)
450 000 €

vertueux qui conjugue l'amélioration de l'accès des communautés aux services sociaux de base avec le renforcement de leurs capacités à participer de manière responsable et équitable au processus de développement et de gouvernance locale. *



Renforcer les infrastructures sanitaires en milieu scolaire

KARA, TOGO
2 ANS (2013-2014)
50 000 €

Le bilan de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, publié début 2014, fait état des progrès réalisés par le Togo, tout en rappelant l'ampleur des défis, notamment dans deux domaines étroitement liés : l'accès à l'eau et l'assainissement et l'accès à l'éducation.

Au Togo, compte-tenu de l'insuffisance des effectifs de fonctionnaires, s'est mis en place un système d'écoles « d'initiative locale » : ce sont les familles qui paient les professeurs tandis que les élèves les approvisionnent en eau et en bois et sarclent leurs champs. Un système qui reste fragile au regard de la pauvreté des communautés rurales : la précarité des locaux et la faiblesse des infrastructures sanitaires constituent toujours une forte entrave à la fréquentation scolaire, notamment des filles.

Cette situation est particulièrement tendue dans la région de la Kara au nord du pays, où l'accès à l'eau potable demeure très limité.

L'OCDI de Kara, association partenaire du Secours Catholique, intervient depuis quinze ans dans le secteur. Elle pilote aujourd'hui, avec le soutien méthodologique et financier du Secours Catholique-Caritas France et en partenariat avec la Direction Régionale de l'Hydraulique Villageoise, un programme d'« Amélioration de l'accès à l'eau potable et de l'assainissement en milieu scolaire ». La stratégie d'intervention s'appuie sur la participation volontaire des dix écoles ciblées, qui s'engagent à contribuer matériellement et financièrement au projet ; et à assurer l'entretien et la pérennité des installations, via la mise en place d'un comité de gestion composé d'enseignants et d'élèves. Elles bénéficient en retour de formations à l'hygiène de base et aux conditions d'utilisation de l'eau. À terme le programme vise à améliorer significativement l'assiduité scolaire, et plus globalement les conditions de vie des 2500 élèves, de leurs enseignants et de leurs familles. *


TOGO




Réduire l'impact de la sécheresse



NOUVEAU PROJET +

KENYA

Les communautés agro-pastorales de la région de Marsabit, au Nord du Kenya, vivent dans une situation de crise quasi permanente, conjuguant des conditions de vie extrêmement précaires, avec les effets dévastateurs des conflits réguliers entre tribus et des épisodes récurrents de grande sécheresse. Comment les aider à améliorer durablement leurs conditions de vie dans ce contexte très difficile ? En travaillant à leurs côtés à réduire leur vulnérabilité face aux chocs climatiques toujours plus intenses et chroniques. Telle est la mission de l'association Solidarités International, qui intervient depuis plus de 30 ans dans une quinzaine de pays victimes de conflits et de catastrophes naturelles. Sa stratégie : assurer une continuité entre l'assistance humanitaire d'urgence et les projets durables de réhabilitation et de développement ; c'est-à-dire répondre aux catastrophes et renforcer la résilience des populations vulnérables.

Le programme d'accès à l'eau et à l'assainissement soutenu par le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives cible dix loca-

lités du Nord Marsabit, soit plus de 26 000 bénéficiaires, et se décline selon quatre axes complémentaires :

- Réhabilitation du réseau de distribution d'eau de la ville de Gataab et construction d'un système de distribution d'eau potable à Qorqa ;
- Renforcement des capacités des membres des comités de l'eau ;
- Construction de blocs de latrines dans les écoles et de latrines partagées pour les ménages ;
- Promotion de l'hygiène et campagne de changement des comportements.

Sur le terrain, Solidarités International travaille aux côtés des acteurs institutionnels, de l'ONG locale PISP (Pastoralist Integrated Support Programme), et de VSF Germany (Vétérinaires sans Frontières). Cette mise en synergie des forces et des compétences de chacun est le gage de la pérennité des projets. *

COMITÉ DE MARSABIT-KENYA
18 MOIS (2013-2014)
50 000 €



Accompagner la gestion participative de l'eau

En 2009, lors d'un stage en Inde, Alexis Roman découvre les villages de Barghar, dans le Bundelkhand, une région très pauvre de l'Uttar Pradesh où la sécheresse fait depuis sept ans des ravages. Les populations indigènes et les basses castes qui y vivent se retrouvent très démunies face à la désertification croissante de leur territoire, souvent peu conscientes des liens entre déforestation, mauvaise gestion des ressources hydriques et destruction de l'écosystème. De retour en France, Alexis Roman crée l'association Rain Drop, qui se donne pour mission d'améliorer les conditions de vie des populations à travers la gestion durable des ressources en eau. En 2010, sur ses propres fonds, il revient à Barghar, décidé à vivre dix mois par an aux côtés des villageois pour gagner leur confiance et mettre en œuvre avec eux son projet, avec l'ONG locale, Sarvodaya Sewa Ashram.

Rain Drop préconise un modèle de développement respectueux des savoirs traditionnels et de l'environnement, et intégrant la gestion de l'eau dans une perspective plus large de développement économique et social. Le projet soutenu par le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives cible dix villages, soit environ 7 000 habitants, et se déploie selon un processus très pédagogique : mobilisation des villageois ; campagnes de sensibilisation à la bonne gestion des ressources naturelles ; apprentissage de méthodes simples, efficaces et peu onéreuses de construction de bassins de rétention d'eau, de plantation et d'entretien d'arbres fruitiers, d'installation de systèmes d'irrigation goutte à goutte ; création d'un réseau de commercialisation des produits agricoles et fruitiers ; développement d'une activité de production et vente de confitures pour les femmes.



INDE

NOUVEAU PROJET +

ÉTAT D'UTTAR PRADESH, INDE
28 MOIS (2013-2015)
225 270 €

Et parce que nous sommes tous co-responsables de la bonne gestion de notre planète, Rain Drop mène aussi des campagnes de sensibilisation au développement durable auprès du public français. *



Mobiliser les acteurs locaux



BURKINA FASO

BURKINA FASO, RÉGION DE L'EST
3 ANS (2013-2015)
68 080 €

Depuis 1979, le réseau Action Contre la Faim-International (ACF) s'est donné une double mission : combattre la faim et la sous nutrition dans le monde, être prêt à agir efficacement en situation d'urgence. Au cœur des priorités, l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Dans les régions reculées du Burkina Faso comme la Tapoa, la situation reste problématique, face aux effets conjugués des chocs climatiques, des risques politiques, de la crise économique et de la forte croissance démographique. Pour y remédier, le Gouvernement a mis en œuvre un Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement. C'est dans ce contexte qu'ACF a lancé, en partenariat avec SOS Sahel et l'ONG locale APDC (l'Association pour la Promotion du Développement Communautaire), un projet de « Mobilisation des acteurs locaux en assainissement et hygiène pour la réalisation des Objectifs du Millénaire (OMD) dans la Tapoa ».

Coup d'envoi en mai 2011 avec la réalisation d'ateliers d'information visant à sensibiliser les huit communes ciblées aux enjeux des OMD. Puis démarrage des activités : élaboration de

trois Plans Communaux de Développement de l'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement (PCD-AEPA), construction ou réhabilitation de 200 forages hydrauliques, mise en place de 200 Associations des Usagers de l'Eau, formation de 400 gestionnaires de Pompes à Motricité Humaine, création de comités communaux de l'eau et de l'assainissement, construction de 780 latrines familiales, formation de 40 maçons et seize artisans réparateurs, animation d'événements pour promouvoir l'assainissement et renforcement des capacités des autorités communales sur la réforme du secteur AEPA et les procédures de passation de marchés.

Le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives soutient depuis 2013 ce programme qui vise à terme à réduire la morbidité liée aux maladies hydriques pour les 350 000 habitants de la région. *



Faire jaillir la vie, avec la solidarité franco hondurienne

COMAYAGUA, HONDURAS
2 ANS (2013-2014)
17 600 €

En 1998, le cyclone Mitch ravage le Honduras. En France, un groupe d'amis se mobilise en envoyant des vivres et des vêtements : l'association Honduras Croissance est née. Face à l'ampleur des besoins, l'intervention d'urgence s'inscrit dans la durée. L'action se concentre sur deux piliers indissociables du développement humain : l'accès à l'eau potable, avec le programme « Chaac, source de vie », et l'accès à l'éducation. Aujourd'hui l'association fonctionne avec une antenne en France, chargée de la stratégie, du financement et du suivi des projets ; et une antenne au Honduras, responsable de la mise en œuvre opérationnelle.

Honduras Croissance a placé ses programmes sous les auspices de Chaac, le dieu Maya de la pluie et de la fertilité, une façon d'affirmer ses principes d'action : inscription dans la culture locale, implication des bénéficiaires, respect de l'environnement, avec le recours à l'énergie solaire et à des matériaux locaux et l'absence de produits polluants.



Le projet soutenu par le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives cible le village de Guarajao. Honduras Croissance y a construit une école en 2012 ; aujourd'hui, à la demande des 770 habitants, l'association conduit un programme d'adduction d'eau potable, avec la construction d'un système de purification d'eau par filtration en étapes multiples.

Première phase : la mise en place d'une « junta de agua », un comité de représentants élus de la communauté villageoise, formés pour gérer les ouvrages dans la durée.

Deuxième phase : l'exécution opérationnelle, pilotée par un bénévole hondurien, ingénieur biochimiste spécialisé dans l'eau et une salariée coordinatrice régionale. Après les étapes préliminaires - choix de l'entrepreneur en charge des travaux et formation des villageois au travail en équipe - le chantier a démarré en septembre 2013 et se poursuivra dans un deuxième temps avec la construction de 20 blocs sanitaires. *



HONDURAS

NOUVEAU PROJET +





Valoriser les déchets : une contrainte devenue opportunité

🚩	LOMÉ, TOGO
📅	2 ANS (2013-2014)
💰	150 000 €

Parmi les défis inhérents à la croissance vertigineuse des mégapoles des pays en développement, celui de la gestion des déchets. Lomé, la capitale du Togo, abrite aujourd'hui 1,4 million de personnes et en comptera un million de plus d'ici quinze ans. L'enjeu est de taille, et pour y répondre, la municipalité a lancé en 2007 le « Projet d'Environnement Urbain de Lomé ». Un programme ambitieux mais difficile à tenir compte-tenu de l'ampleur des besoins et surtout une approche en termes de contrainte, qui ne favorise pas les solutions de valorisation des déchets.

C'est dans ce contexte que la Fondation GoodPlanet soutient le développement d'une unité de compostage des déchets organiques dans le 5^{ème} arrondissement de la ville de Lomé. À ses côtés, l'association togolaise

ENPRO, spécialisée dans la pré-collecte, qui a initié un projet pilote en septembre 2011, et les associations françaises GEVALOR et ETC terra qui, fortes de leur expertise éprouvée sur le sujet, apportent leur appui technique et organisationnel. L'objectif : transformer l'unité pilote en un centre de compostage semi-industriel, capable de traiter jusqu'à 18000 tonnes de déchets par an et en assurer l'autonomie financière, grâce à la vente de crédits carbone et des produits issus de la valorisation des déchets. Et ainsi passer d'une gestion coûteuse des déchets à la mise en place d'un centre de profit environnemental, économique et social.

Les bénéfices attendus sont multiples : l'amélioration de l'état sanitaire de la ville de Lomé, l'embauche de plusieurs dizaines d'ouvriers-composteurs issus des populations défavorisées, la diminution progressive de l'usage d'engrais chimiques au profit des engrais naturels, la réduction des émissions de méthane et le développement de l'agriculture péri-urbaine. Un projet très complet, dont le modèle est appelé à essaimer dans d'autres villes africaines. *



TOGO

NOUVEAU
PROJET +

Jean Luc Martel,
Direction Technique et
Performance Déchets,
SUEZ ENVIRONNEMENT,
réfèrent du projet



Nous dialoguons régulièrement avec GoodPlanet et Gevalor pour accompagner pas à pas le développement technique du projet, depuis la collecte des déchets ménagers jusqu'à la commercialisation du compost. Nous avons mis en place des indicateurs de suivi comme le tonnage mensuel de déchets traité par chaque travailleur, la quantité de compost produite par tonne de déchet entrant ou encore le niveau des ventes effectivement réalisées par rapport aux objectifs assignés. Les résultats de cette évaluation sont aujourd'hui positifs et nous sommes confiants en l'avenir.



Agir dans l'urgence, accompagner dans la durée

🚩	MONDE
📅	1994 (CRÉATION)
💰	1 110 000 €

Fraternité, professionnalisme, engagement, agilité, solidarité : si l'on interroge les bénévoles et les partenaires d'Aquassistance, ce sont les mots qui surgissent spontanément pour qualifier l'organisation. À l'heure où l'engagement humanitaire des collaborateurs est de plus en plus reconnu et intégré aux projets des grandes entreprises, les salariés et la

Direction de Lyonnaise des Eaux font figure de pionniers : en 1994, confronté au drame des populations rwandaises, un groupe de volontaires, cadres, techniciens et ouvriers de terrain, décidait de s'envoler pour apporter les premiers secours et effectuer des réhabilitations d'urgence d'usines et de réseaux. Dans la foulée naissait, avec le soutien de la Direction, Aquassistance.

Sa mission ? Agir dans tous les cas où l'intervention d'experts des métiers du Groupe est justifiée. Mettre à disposition les compétences professionnelles des membres bénévoles ainsi que des moyens matériels et financiers adaptés.

Frédérique Raoult,
Directeur du
Développement Durable
et de la Communication,
SUEZ ENVIRONNEMENT



Aquassistance a aujourd'hui presque 20 ans, l'âge de la maturité. Que de chemin parcouru depuis la première expédition de volontaires au Rwanda en 1994 ! Nous pouvons regarder avec fierté cette belle aventure humaine, qui doit tout à l'engagement déterminé des fondateurs et de tous ceux qui ont suivi leur exemple au service des plus vulnérables. Au fil des années, l'association a grandi et diversifié ses champs d'intervention, mais elle est restée fidèle à son inspiration de départ et à ses valeurs. Aujourd'hui Sylvain Planchon et Dominique Geoffroy assurent respectivement les fonctions de Président et Délégué général. Je leur souhaite de poursuivre avec la même réussite le développement d'Aquassistance !



Deux décennies plus tard, « l'association de solidarité internationale des personnels de SUEZ ENVIRONNEMENT », mobilise les compétences des collaborateurs de toutes les entités du Groupe et intervient dans le monde entier, sur des projets d'aide au développement comme en situation d'urgence, dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et du traitement des déchets. Une « success story » qui repose sur la qualité de l'engagement des volontaires mais aussi sur un fonctionnement associant rigueur et audace.

Côté urgence, l'année 2013 a été marquée par le typhon Haiyan qui a touché les côtes philippines début novembre avec une force sans précédent. À la demande d'Action contre la Faim (ACF), un partenaire historique d'Aquassistance, deux volontaires sont partis dès le 15 novembre avec plus de cinq tonnes de matériel. Au bout de deux semaines, grâce au soutien logistique d'ACF, ils installaient deux unités de traitement d'eau dans les zones mal desservies et montaient un doseur de chlore dans un hôpital. Restait

alors à former à l'exploitation des sites des techniciens philippins encadrés par ACF, puis à rentrer en France. Pour anticiper au mieux ce type d'intervention, qui allie efficacité et réactivité, les volontaires sont invités à participer chaque année à une session de formation sur trois jours. Au programme de l'édition 2013 : maîtrise des unités de traitement d'eau (choix de l'implantation, montage, mise en service, conditionnement, démontage), familiarisation avec les kits d'analyse d'eau, exercices de formation des équipes locales.

Côté projets d'aide au développement, le mode opératoire est aujourd'hui bien rôdé : mission de reconnaissance et d'expertise sur le terrain suite à la demande d'un partenaire (ONG, association de ressortissants, collectivité territoriale, institution publique) ; conception et préparation des actions à réaliser, sous réserve de l'approbation du Conseil d'Administration ; le cas échéant aide à la recherche de fonds ; soutien à la mise en œuvre et au suivi du projet aux côtés du partenaire et des communau-

- | | |
|-----------------|------------------------|
| 01 BÉNIN | 13 MALI |
| 02 BRÉSIL | 14 NEPAL |
| 03 BURKINA FASO | 15 PALESTINE |
| 04 CAMBODGE | 16 PHILIPPINES |
| 05 CAMEROUN | 17 RÉP. CENTRAFRICAINE |
| 06 COMORES | 18 RÉP. DÉM. DU CONGO |
| 07 CONGO | 19 RWANDA |
| 08 GUINÉE | 20 SÉNÉGAL |
| 09 HAÏTI | 21 TOGO |
| 10 LAOS | 22 VIETNAM |
| 11 LETTONIE | |
| 12 MADAGASCAR | |

Les bénévoles d'Aquassistance sont des professionnels qui connaissent les techniques de pompage et de traitement de l'eau, qui nous les expliquent avec des mots simples. Ils connaissent aussi l'Afrique et les acteurs de l'eau au Burkina Faso.

Alain Verdier
Président de l'association Armanioc



Nous avons reçu un volontaire d'Aquassistance sur un chantier eau potable pendant six jours. Il nous a apporté son expertise sur des questions de filtration d'eau afin de la rendre potable. Il nous a aussi apporté des conseils sur la gestion du réseau, en formant et conseillant un comité qui gère le réseau pendant que nous ne sommes pas là.

Julie Labeyrie
Présidente de l'association IDEES Madagascar

La rencontre des habitants est un moment fort. Leur sourire, leur joie sont une réelle motivation. L'association m'offre l'occasion d'acquérir une expérience nouvelle dans un environnement inconnu. Cela me permet d'associer mon métier et une mission à visée humanitaire.

Gauthier Bordenave
Technicien de traitement, Lyonnaise des Eaux Landes Pays Basque Béarn

Avec mes coéquipiers, nous sommes partis en mission d'expertise au Burundi pour la mise en place d'un système de collecte de déchets. Mon rôle : comprendre les parties prenantes lors d'entretiens avec les instances locales, les motivations et les leviers potentiels d'action grâce à des échanges avec la population, discussions avec les chefs de quartier, explication du projet dans la rue au pied d'un arbre, réponses aux questions sur l'emploi, l'hygiène.

Carine July
Directeur de Projet, SITA France



tés bénéficiaires. C'est ainsi qu'en 2013, Aquassistance a mobilisé 83 bénévoles qui ont consacré 1 273 journées de mission sur le terrain à 90 projets dans 25 pays. Pour mener à bien ses missions, Aquassistance bénéficie du soutien financier du Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives, dont elle est le bras opérationnel pour certains projets. *



En accompagnant des programmes d'insertion économique et sociale, le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives décline très concrètement la volonté du Groupe et des collaborateurs d'exercer leur responsabilité en faveur des personnes éloignées de l'emploi.

Equipes dédiées, mécénat de compétences, partenariats avec des acteurs locaux de l'insertion et de l'emploi, tels sont nos modes d'intervention.

Christophe Cros

Directeur Général Adjoint en charge de l'activité Déchets en Europe, SUEZ ENVIRONNEMENT

2

Favoriser l'insertion par l'emploi et la formation en France



Lutter contre toutes les formes d'exclusion en agissant pour l'insertion et l'emploi est une responsabilité qui doit être partagée par tous les acteurs de la société. Les grandes entreprises ont en ce sens un rôle clé à jouer.

En soutenant des associations de terrain engagées dans ce combat, elles peuvent avoir un formidable effet de levier.

Marie Trelu-Kane,

Présidente co-fondatrice d'UNIS-CITE,
Conseillère au Conseil Economique, Social et Environnemental



Se former pour réussir son insertion sociale



NOUVEAU PROJET +

BORDEAUX, FRANCE
2 ANS (2013-2014)
20 000 €

Ici, ils changent la vie ! », cette exclamation lancée par une participante résume bien la mission de l'association Promofemmes, installée à Bordeaux depuis 1994 : accompagner sur le plan social, culturel et professionnel, des femmes immigrées en prenant en compte l'ensemble des problèmes qu'elles rencontrent mais aussi leurs potentialités et leurs compétences. Et à terme, viser une meilleure insertion personnelle et familiale dans la société d'accueil. Un objectif qui passe par la mise en œuvre de toute une palette d'activités allant de l'apprentissage du français à l'insertion socio-professionnelle en passant par des ateliers de prévention santé, d'aide à la parentalité, de valorisation de la culture d'origine, d'information sur les droits, etc.

Dans leur recherche d'emploi, ces femmes cumulent les handicaps : manque d'expérience en France, méconnaissance des attentes des employeurs, des codes culturels et des méthodes de recherche, risques de discrimination, etc. Dans ces conditions, comment s'en sortir et décrocher un emploi stable et professionnalisant ? Pour les plus motivées d'entre elles, Promofemmes a conçu un projet innovant de formation au métier d'aide aux personnes âgées, un secteur en plein développement. Le programme, monté en partenariat avec des maisons de retraites et des associations, s'est déroulé sur toute l'année 2013, avec un trimestre de préparation, un trimestre de formation, et un semestre d'aide à la recherche d'emploi. A l'issue du parcours, les douze bénéficiaires du programme sont en confiance, plus conscientes de leurs potentialités, mieux armées pour trouver un travail durable et reconnu et s'intégrer pleinement dans leur société d'accueil. Une expérience qui pourrait alors susciter des vocations auprès d'autres femmes, décidées elles aussi à se donner les moyens de s'intégrer. *



Catherine BOCQUET,
Présidente de Promofemmes

« Grâce au Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives nous avons pu monter un programme très complet. Aujourd'hui, six des bénéficiaires ont un emploi répondant à ce qu'elles souhaitaient, et elles ont convaincu les autres que c'était possible... C'est une belle réussite ! »

Fin 2013
68 nationalités,
85 bénévoles et
580 adhérentes
bénéficiaires



Dans le cadre du « Noël solidaire » orchestré par Rejoué, une collecte a été organisée auprès des collaborateurs de SUEZ ENVIRONNEMENT du 8 au 10 janvier 2014. Les 639 kilos de jouets récoltés ont été triés, reconditionnés, puis redistribués via des structures d'aide à l'enfance.

les postes de la chaîne de production, et chacun fait un passage en boutique pour mesurer au contact de la clientèle l'impact de son travail. Enfin, des bénévoles viennent régulièrement renforcer les équipes. Parmi eux, des collaborateurs de SITA Négoce et NTA (Next Textile Association), deux filiales de SUEZ ENVIRONNEMENT, intervenant en mécénat de compétences. Les priorités pour 2014 : augmenter la productivité et booster les ventes, pour consolider la viabilité de la structure. *

Claire Tournefier et Antoinette Guhl à lancer en 2010 le projet « Rejoué », avec une double ambition : donner une nouvelle vie aux jouets tout en donnant une nouvelle chance aux personnes éloignées de l'emploi. Aujourd'hui, l'association a pignon sur rue avec une boutique au cœur de Paris, et des résultats impressionnants : onze tonnes de jouets collectés en 2013, avec un taux de revalorisation de 50%, 14 salariés en insertion, quatre jeunes en contrat d'avenir, plus de 1 400 adhérents clients et 45 000 euros de chiffre d'affaires.

Une réussite qui doit beaucoup à la vision des fondatrices, qui ont mis en place un écosystème très innovant : les jouets sont collectés auprès des particuliers, des associations, des écoles ou des entreprises, ainsi sensibilisés aux enjeux environnementaux et solidaires du recyclage ; ils sont ensuite triés, revalorisés et reconditionnés au sein de l'atelier ; avant d'être revendus à prix bas aux particuliers et aux professionnels de l'enfance via différents canaux (boutique, vente en ligne, réseaux solidaires, commandes spéciales pour les collectivités). Les salariés en insertion tournent dans tous



PARIS, FRANCE
4 ANS (2011-2015)
50 000 €

La France dans le peloton de tête européen de la surconsommation et du gaspillage de jouets ? Oui selon les chiffres : 243 millions de jouets neufs vendus chaque année et 40 millions jetés, générant une montagne de déchets. Une aberration économique, écologique et sociale qui a incité

Renouveler la filière des jouets pour créer des emplois





Stimuler l'emploi sur les territoires

BORDEAUX, FRANCE

LANCEMENT EN 2011

870 000 €

Favoriser le retour à l'emploi des populations qui en sont éloignées, telle est la mission que s'est donnée depuis sa création à Bordeaux en janvier 2012 La Maison pour Rebondir. Une démarche qui témoigne très concrètement de la volonté du groupe SUEZ ENVIRONNEMENT de contribuer à la dynamique sociale et économique des territoires sur lesquels l'entreprise est implantée.

La Maison pour Rebondir joue le rôle d'un ensemble, venant démultiplier l'impact des structures locales d'insertion et des dispositifs d'accompagnement existants en leur ouvrant les portes de l'entreprise jusqu'à la concrétisation de recrutements en CDI ou en soutenant directement les candidats à la création d'entreprise.

Côté accompagnement vers l'emploi durable, la Maison pour Rebondir agit auprès des entreprises de SUEZ ENVIRONNEMENT et d'autres entreprises partenaires afin que celles-ci réservent des postes à des publics en difficulté d'accès à l'emploi et mobilisent des tuteurs. Elle travaille ensuite main dans la main avec les acteurs de l'emploi et de l'insertion pour identifier des candidats motivés et construire des parcours d'intégration sur mesure (formation, travail sur l'estime de soi, connaissance des codes de l'entreprise, résolution des problèmes de mobilité, de logement...). L'équipe de la Maison pour Rebondir évalue constamment l'avancement des parcours, avec ses partenaires, et apporte le soutien nécessaire aux can-

didats. L'intégration en entreprise est donc progressive, sa durée étant variable selon les besoins de chacun. En 2013 la Maison pour Rebondir a accompagné 65 personnes vers des métiers d'agent de réseau, agent de curage, chauffeur poids lourds, chargé de relation client à distance, agent de tri ou laborantin dont 21 jeunes en Emplois d'Avenir.

Côté création d'activité, la Maison pour Rebondir a mis en place deux programmes. Le premier, intitulé « J'entreprends », est destiné aux porteurs de projets, demandeurs d'emploi depuis longtemps et qui ont besoin d'un accompagnement renforcé pour réussir leur parcours de création. Dix-huit entrepreneurs ont ainsi bénéficié de plus de cent heures de formation avec l'intervention de partenaires experts (financeurs, assureurs, comptables, graphistes...) et d'un accompagnement individualisé. Douze entreprises sont aujourd'hui créées dans des domaines variés : peinture en bâtiment, cours de Tai Chi et de méditation, marque de vêtements éco-responsables, boutique de recharge de cartouches d'encre...



Second programme de création d'activité, « Les Créatrices » a été co-construit avec l'association Promofemmes pour permettre à des femmes d'origine étrangère, en situation difficile, de créer une micro-entreprise. Douze femmes ont ainsi été accompagnées pendant neuf mois par la Maison pour Rebondir. Avec les Créatrices elles ont pu sortir de leur isolement, reprendre confiance en elles, se former à la création d'entreprise et plus généralement au monde de l'entreprise en France. Six créatrices sont aujourd'hui en emploi et un projet de micro-entreprise est en cours de création. ✨



FRANCE



CHIFFRES-CLÉS

ACCÈS À L'EMPLOI

65 personnes accompagnées sur l'accès à l'emploi

34 en emploi durable (dont 10 en CDI et 21 en Emplois d'Avenir)
31 en alternance

12 sur les 14 qui ont passé un diplôme cette année l'ont obtenu (85% de réussite)

Plus de 500 entretiens de parcours

69 bilans avec les tuteurs

46 freins à l'emploi levés avec l'appui des partenaires de la Maison pour Rebondir (mobilité, logement, endettement, compétences clés...)

CRÉATION D'ACTIVITÉ

30 personnes accompagnées

12 entreprises créées
5 en cours de création
6 personnes ont trouvé un emploi

Plus de 100 heures de formation collective dispensées

Environ 50 heures d'accompagnement individuel



Il ne peut y avoir d'accès durable à l'«eau pour tous» sans renforcement des compétences de tous les acteurs impliqués. C'est cette conviction qui sous-tend l'engagement du Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives particulièrement dans la Chaire ParisTech

«SUEZ ENVIRONNEMENT – Eau pour tous». Ces initiatives viennent compléter et consolider les programmes de terrain, c'est ainsi que peu à peu nous construisons le monde de demain.

Marie-Ange Debon

Directeur Général Adjoint en charge de l'International, SUEZ ENVIRONNEMENT

3



Les besoins en matière de services essentiels au Sud sont considérables et pressants. S'il ne faut pas oublier le monde rural, les enjeux dans les villes sont particulièrement préoccupants et complexes, du fait de la rapide croissance urbaine et de l'augmentation de la population urbaine pauvre. Face à ces défis, la formation des leaders constitue une priorité.

Bernard Guirkinger

Conseiller spécial du Directeur Général de SUEZ ENVIRONNEMENT

Renforcer les compétences





Soutenir la formation de professionnels de l'eau et de l'assainissement



PAYS-BAS



PAYS-BAS

2 ANS (2013-2014)

10 000 €

Un monde dans lequel l'eau et les ressources naturelles soient gérées de façon durable et dans lequel toutes les couches de la société, en particulier les plus pauvres, puissent avoir accès aux services de base», telle est la vision qui anime l'Institute for Water Education (IHE) de Delft, créé par le gouvernement néerlandais en 1957 et rattaché à l'UNESCO en 2001. Une

vision qui pourrait paraître utopique dans un contexte encore très problématique pour les pays en développement, mais aussi un défi que l'IHE s'emploie à relever en misant sur l'éducation, la formation et le renforcement des compétences des professionnels des secteurs de l'eau et de l'assainissement. Une approche qui suppose pour les étudiants l'acquisition d'une expertise pointue associée à la capacité de piloter des projets pluridisciplinaires dans leur pays d'origine.

Fin 2013, SUEZ ENVIRONNEMENT, le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives et l'Institut Unesco-IHE ont signé un accord afin de renouveler leur partenariat qui a débuté en 2003. Point fort de la nouvelle feuille de route, le soutien aux formations en ligne pour les professionnels de l'eau des pays en développement, via le financement de vingt bourses par le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives. Ces formations sont particulièrement axées sur les questions de gouvernance, de partenariats public-privé et de gestion des services de l'eau, de l'assainissement et de déchets.

Dans le cadre d'une coopération plus large, SUEZ ENVIRONNEMENT apporte son appui au programme de Master en gestion de l'eau, avec l'organisation de conférences animées par des spécialistes de l'entreprise. Enfin, encore en chantier, il est prévu de développer la collaboration autour de recherches conjointes et de projets innovants.

Autant d'initiatives mutuellement bénéfiques dont l'objectif est de contribuer à renforcer efficacement la gouvernance des services d'eau dans les pays en développement. *



Former une nouvelle génération de leaders



FRANCE



MONTPELLIER, FRANCE

PHASES 01 : 2008-13 02 : 2014-19

PHASES 01 : 1,5 M€ 02 : 2 M€

En avril 2013, la Chaire ParisTech «SUEZ ENVIRONNEMENT – Eau pour tous» organisait son premier séminaire de recherche sur le thème «Approches innovantes de la performance des services d'eaux». A cette occasion, Jean-Antoine Faby, Directeur de la Chaire, a rappelé que «derrière la notion de performance, on trouve, chez les futurs leaders des services de l'eau, la volonté d'aller au bout de leur mission en allant au bout d'eux-mêmes». Cette forte exigence est à la hauteur des enjeux du secteur, puisque l'objectif est d'opérer une transformation durable des services d'eau et d'assainissement dans les pays émergents, en développement ou en transition. Et cela dans des environnements souvent difficiles, poursuit Jean-Antoine Faby : « Nos auditeurs, quand ils reviennent

chez eux, peuvent se mettre en danger. Il est difficile d'engager des démarches de performance dans des services installés dans la routine et qui tournent en rond, par peur du changement le plus souvent ».





Jean-Louis Chaussade,
*Directeur Général
 de SUEZ ENVIRONNEMENT
 Président Fondateur du
 Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT
 Initiatives*

De par ses métiers et son expérience, SUEZ ENVIRONNEMENT se positionne et s'engage comme un véritable partenaire au service des territoires, au travers notamment du transfert de savoir-faire et du renforcement des compétences.

C'est dans cet esprit que nous renouvelons aujourd'hui notre soutien à la Chaire ParisTech «SUEZ ENVIRONNEMENT - Eau pour tous», un projet phare en faveur de l'accès universel et durable à l'eau et à l'assainissement.

Pour réussir dans leur mission, il importe donc que ces futurs leaders reçoivent une formation managériale très complète. C'est le challenge qu'ont décidé de relever ensemble SUEZ ENVIRONNEMENT, le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives, ParisTech et deux de ses Ecoles, AgroParisTech et Mines ParisTech, en créant en 2008 la Chaire ParisTech «SUEZ ENVIRONNEMENT - Eau pour tous». Pour Myriam Bincaille, Déléguée générale du Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives, cet engagement s'inscrit dans une conviction : «Le transfert de savoir-faire est indispensable pour pérenniser les résultats des projets que nous soutenons et contribuer à améliorer durablement les conditions de vie. Sans collaboration des populations, des autorités, et de façon plus générale des acteurs institutionnels locaux, sans transfert des compétences, pas d'autonomie, ni d'appropriation des méthodes et des outils, et donc pas de résultats durables.» C'est cette volonté qui a amené le Fonds à mettre 1,5 million d'euros pour lancer la Chaire, puis 2 millions d'euros pour les six prochaines années.

La Chaire accueille chaque année et pour une période de 18 mois deux promotions de vingt auditeurs chacune - l'une anglophone, l'autre francophone- qui viennent préparer le Master International Executive «OpT». Le cursus est organisé sur le principe de l'alternance, avec d'un côté des cours assurés à Montpellier par des professionnels du secteur : planification stratégique, gestion du changement, gestion de la clientèle, connaissance des partenariats publics-privés, optimisation des coûts et des financements, méthodes de management et maîtrise de l'environnement des parties prenantes ; de l'autre, une application directe de ces enseignements à un service : l'auditeur est appelé à réaliser un diagnostic et élaborer une stratégie pour la mise en place d'actions, dans la perspective d'une transformation du service. Cela en accord avec la Direction Générale du service qui s'engage à examiner ces recommandations pour les traduire progressivement en un plan d'action.

Parallèlement, l'auditeur bénéficie de l'accompagnement personnel d'un coach qui va l'aider



à se transformer pour devenir un véritable leader, capable de piloter le changement. À ce jour, 80 auditeurs, dont quatorze femmes, ont été formés ou sont en formation. Directeurs régionaux, chefs de service ou ingénieurs d'études, ils sont arrivés du monde entier avec des problématiques et des ambitions différentes ; tous repartent avec des nouveaux acquis, des solutions, et la volonté de les mettre en œuvre sur le terrain. Un enthousiasme largement partagé par la trentaine de collaborateurs et retraités du Groupe qui participent à la Chaire notamment comme enseignants ou coaches en mécénat de compétences. *

Au-delà des aspects techniques et opérationnels, nous accompagnons le développement personnel des auditeurs, nous les aidons à gagner en confiance et à prendre conscience de leurs possibilités. Nous vivons ce projet extraordinaire comme une aventure humaine riche d'échanges et de partage.

Juan Mateos Iñiguez,
*Chef de projets à la Direction des Projets Eau,
 SUEZ ENVIRONNEMENT et Coach*



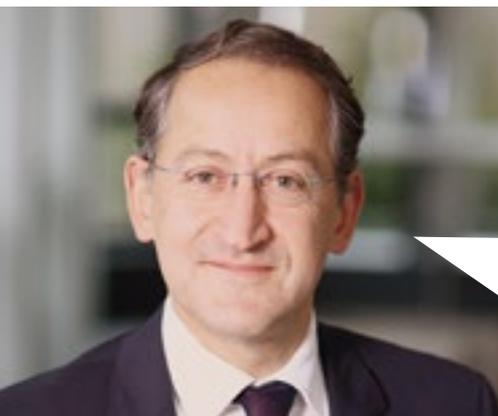
Ingénieur de formation, j'ai travaillé 17 ans au sein de la Sénégalaise des Eaux, société chargée de la distribution d'eau potable sur l'ensemble du territoire. Au sein du Mastère OpT, nous avons eu des cours de Management stratégique et Conduite des hommes et du changement qui métamorphosent les étudiants qui s'y investissent pleinement, puisqu'ils en sortent persuadés qu'ils peuvent intervenir sur le cours des événements. Également des modules très pointus sur l'eau non facturée, les ressources en eau alternatives, dont le recyclage et le dessalement, la sécurité de l'eau, qui m'ont donné les outils nécessaires à la conduite du changement et à la compréhension des enjeux, dans une ville comme Dakar.

Diéry BA,
*Auditeur du Mastère Spécialisé OpT 2011,
 Directeur d'exploitation de Dakar, SDE, Sénégal*



La clé de l'accès universel et durable à l'eau et à l'assainissement réside dans la formation de managers urbains locaux pouvant mettre en place des stratégies réalistes. L'EM OpT apporte des compétences managériales ciblées, grâce aux interventions de professionnels ayant acquis une expérience sur le terrain dans des situations difficiles.

Jean-Antoine Faby,
*Directeur de la Chaire ParisTech
 «SUEZ ENVIRONNEMENT - Eau pour Tous»*



Les enjeux de l'eau ne cessent de gagner en importance et d'éveiller l'intérêt des citoyens. Pour y répondre, l'innovation constitue un moteur essentiel qui nous permet, avec nos clients et parties prenantes, de proposer des solutions performantes et durables, qu'elles

soient technologiques, contractuelles ou tarifaires. Le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives contribue à cette ouverture par le partage de savoir-faire et le soutien à des projets porteurs d'avancées.

Philippe Maillard
Directeur général de Lyonnaise des Eaux

4



L'enjeu consiste d'abord à veiller à ce que les conditions qui permettent de stimuler une dynamique d'innovation soient réunies. Ainsi, chacun doit comprendre que, s'agissant de services d'intérêt général, on ne peut plus

se contenter de « gérer » : il faut sans cesse remettre en cause l'existant, réinventer de nouveaux dispositifs, chercher à faire mieux avec moins de moyens, mettre l'innovation au cœur de nos réflexions.

Jean-Marc Borello
Président du GROUPE SOS

Stimuler l'innovation et partager l'expérience





Rechercher, concevoir, développer et tester des solutions innovantes

KENYA ET CAMEROUN

4 ANS (2010-2013)

165 000 €

Le 25 avril 2013, la Chaire ParisTech-SUEZ ENVIRONNEMENT «Eau pour Tous» organisait un séminaire sur les «Approches innovantes de la performance des services d'eaux». À cette occasion, le Dr Richard Franceys, Directeur du programme «Eau et Société» de l'Université de Cranfield au Royaume-Uni, interpellait ainsi l'assemblée: «Que faisons-nous pour garantir l'accès à l'eau des pauvres urbains qui vivent dans les bidonvilles et les zones informelles? En tant qu'habitants de pays industrialisés, il nous faut comprendre leurs besoins pour pouvoir leur assurer un service différencié». Telle est la ligne directrice du programme de recherche mis en œuvre par le «Water Science Institute» de Cranfield dans les bidonvilles du Kenya et du Cameroun. L'objectif? Rechercher, concevoir, tester et développer des solutions innovantes

et durables dans les quartiers non reliés au service public, où l'eau est peu accessible, chère et de mauvaise qualité.

La solution retenue: les «Water choices kiosks», des bornes-fontaines installées au cœur des quartiers et permettant un système souple et diversifié de distribution et de facturation de l'eau à un coût abordable. À ce jour cinq bornes pilotes sont opérationnelles dans les bidonvilles de Nairobi et Kisumu au Kenya, six dans les quartiers informels de Yaoundé au Cameroun. Un résultat obtenu à l'issue d'un processus progressif, parfois laborieux, de co-construction associant les étudiants-chercheurs de l'Université de Cranfield aux parties prenantes locales, représentées par les ONG partenaires. Les réactions et aspirations des habitants ont été prises en compte à toutes les phases du programme, l'objectif étant de s'appuyer sur leurs «demandes» plus que sur leurs «besoins». Le Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives a soutenu ce projet témoignant de la nécessité de mener des travaux de recherche au plus près du terrain pour faire émerger des solutions durables. *



CAMEROUN KENYA



Encourager l'innovation, favoriser l'essaimage

Nous souhaitons que ces prix permettent à chacun des lauréats de poursuivre son action, de l'amplifier et de lui donner un nouvel essor. » Tel est le vœu exprimé par Jean-Louis Chaussade, Directeur Général de SUEZ ENVIRONNEMENT, lors de la dernière cérémonie de remise des Prix SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives – Institut de France qui s'est tenue à l'Institut de France en juillet 2012 et qu'il co-présidait avec Gabriel de Broglie, Chancelier de l'Institut de France. Mission accomplie pour Green Bio Energy, une entreprise sociale implantée en Ouganda, et l'initiative «Clubs des Mères», conjointement portée par la Croix-Rouge française et la Croix-Rouge togolaise.

Le projet Green Bio Energy a démarré en 2010, avec l'ambition de développer avec les

habitants des quartiers pauvres de Kampala une activité écologique et rémunératrice de production de briquettes de charbon à partir de déchets organiques. Une innovation qui a fait ses preuves, puisque l'entreprise est aujourd'hui en pleine expansion tandis que le nombre de producteurs de briquettes indépendants augmente.

Le projet Clubs des Mères vise à organiser la formation et la mobilisation des femmes au service de la diffusion des bonnes pratiques de santé et d'hygiène, de la maintenance et de la gestion des points d'eau, mais aussi du développement économique de leur communauté via la création d'activités génératrices de revenus. Fort de sa réussite au Togo, le modèle est aujourd'hui en passe d'être répliqué au Tchad.

MONDE

ÉDITION 2013-2014

100 000 €



L'édition 2014 du Prix SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives – Institut de France récompensera à nouveau deux projets innovants dans le domaine de l'amélioration de l'accès à l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets et celui de l'entrepreneuriat social dans les pays en développement. Trente-deux dossiers de candidature ont été déposés, à charge pour le jury de sélectionner les plus innovants et prometteurs. Rendez-vous est pris le 25 Juin 2014 pour la remise des Prix. *

Remerciements

L'équipe du Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives tient à remercier particulièrement tous les membres de la Communauté du Fonds qui apportent leur aide, sous forme de bénévolat ou mécénat de compétences, participant ainsi à cette aventure humaine formidable !

Anna AKERMAN, Pascale ALEXANDRE, Christophe APHAYVONG, Bernard AUCLAIR, Malika AZZAZENE, Eric BABIN, Laurent BARLET, Henri BARTHALAN, Jean-Marie BATTAREL, Marc BEATRIX, Carine BERGEZ, Rachel BERNARDIN, Jacques BERTRAND, Sophie BESNAULT, Jean-Luc BESSET, Carole BLOQUET, Benoît BONELLO, Yannick BONHOMME, Corinne BORRALHO, Gilles BOULANGER, Isabelle BOURGEAT, Alexandra BOUVART, Joëlle BUI, Alexandre BRAÏLOWSKY, Julia BROCHET, Brice CABIBEL, Isabelle CENSI, Jean-Claude CLERMONT, Patrick CHANTRE, Philippe CHARPENTIER, Anne COUDERC, Mathieu DAILLY, Pascal DAUTHUILLE, Méloé DEBIAIS, Brigitte DELEPLANCQUE, Stéphane DESPIERRES, Luc DELONS, Zdravka DOQUANG, Sarah DUBREIL, Jean-Paul DUNAND, Mathilde EPOSSI, Erwin FAURE, Philippe FOLLIASSON, Vincent FOURNIER, Vincent FREMIN, Patricia GAILLARD, Diane GALBE, Raquel GARCIA PERONA, Raphaëlle GARCIA PLOTARD,

Bertrand GARNIER, Didier GAUJOUS, Dominique GEOFFRAY, Laurent GESTIN, Philippe GISLETTE, Vincent GOSSARE, Anne-Lise GROUT, Frédérique GUENERIN, Eric de la GUERONNIERE, Jean-Pierre HANGOUËT, Faïza HARRAT, Cédric HELMER, Théodoro HERNANDEZ, Bruno HERVET, Michel HURTREZ, Stéphanie ISTIN, Philippe JACQ, Branco JANICIJEVIC, Myriam JASSON, Mimouna KACIMI, Mathieu de KERVENOAËL, Jacques LABRE, Pierre-Jean LACOMBE, Hervé LAVISSE, Gaëlle LE BLEVEC, Camille LE FOYER DE COSTIL, Joannie LECLERC, Françoise LEFEUVRE, Pascal LEON, Yves LESTY, Cyril LETERRIER, Caroline LORET, Jean-François LORET, Jean-Marc LOTTHE, Héléne LOUVET, Diego LUCENTE, Audrey MAGNE, Caroline MAIRESSE, Laurence MALCORPI, Joël MALLEVIALLE, Jacques MANEM, Philippe MAPPA, Luc MARTIN, Marielle MARTIN, Samuel MARTIN, Jean-Luc MARTEL, Jean-Pierre MAS, Juan MATEOS IÑIGUEZ, Alain MATHYS, Jean-Pierre MAUGENDRE,

Solenne MAUREL, Antoine MERCERON, Gwenola MICHEL, Alexia MICHELS, Délia MOULIN, Louis-Jérôme NOYEL, Odile OBERTI, Philippe ODIEVRE, Dominique OGERON, Chantal ORSINGHER, Julie PAILLE, Nathalie PARINAUD-GOUEDARD, Luis PEINADO, Michèle PEREZ, Thomas PERIANU, Daisy PEZZALI, Hao-Nhiên PHAM, Van-Tin PHAM, Dominique PIN, Patricia PINA, Sylvain PLANCHON, Damien PLANTIER, Gabriela PRUNIER, Sidoine RAVET, Delphine RICROS, Jean-François ROBIN, Martha RODRIGUEZ, Maxime ROUEZ, Caroline ROUSSEAU, Pierre SACAREAU, Florence SAILLOUR, Florencia SALVIA, Hatem SEDKAOUI, Jean-Claude SEROPIAN, Didier SINAPAH, Metin SUADIYELI, Clémentine TASSIN, Eric TAUPIN, Jean-Michel TERRY, Dominique TOUILLAUD, Hugues VANDEN BOSSCHE, Marie-Claude VIVANT, Pascal VIZIER, Juliette WAIT, Marc WEISBEIN, Alejandro ZULUAGA.

Nos partenaires



Directeur de publication : Myriam Bincaille - **Responsable de production :** Elena Senante - **Réalisation :** Anne Cormier/Dimitri Dubreucq www.ep.eu.fr

Crédits photos : © SUEZ ENVIRONNEMENT, G. Sorel, S. de Bourglès, De Poorter, M. Bertrand, Capa Pictures/P. Oliver, J. Luth, Action contre la Faim/G. Gaffiot, V.Tallandier, Amor, Aquassistance, Chaire Paristech/ Eau pour tous, Crandfield R.R. Frankeys, Croix Rouge Française, Eau et Vie, Eau Vive, Gret/J.Tipret, Maison pour Rebondir, Promofemmes, Puits du désert - Tidène, Rain Drop/ J. Lusseau, N. Plante, Rejoué/P. Le Goff, Rotary Madagacar/J. Labre, F. Salvia, Secours Catholique, Solidarités International, UNESCO-IHE, Watervalla/A.Meyssonnier, D. Dubreucq, Fotolia, Getty Images - MAI 2014. Ce document est imprimé sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council FSC™ par un imprimeur éco-responsable ayant obtenu le label Imprim'Vert. Impression : Desbouis-Gresil 



Tour CB21 - 16, Place de l'Iris - 92040 Paris / La Défense - France
fonds.initiatives@suez-env.com - www.suez-environnement.fr

www.savoirspartages-suez-environnement.com